

Ces 10 propositions de rupture pour changer la vie des gens sont inspirées des revendications des mouvements sociaux de ces dernières années (Gilets Jaunes,

jeunes pour le climat, luttes sociales, féministes, antiracisme, syndicats...) et de conversations approfondies avec un grand nombre d'organisations de la société civile, ainsi que les partis politiques suivants : Cap Ecologie, Europe-Ecologie-Les Verts, Ensemble !, Gauche Démocratique et Sociale, Génération.s, Gauche Républicaine et Socialiste, La France Insoumise, Nouveaux Démocrates, Nouvelle Donne, Parti Communiste Français, PEPS, Place Publique, Parti Socialiste.

Les candidats et candidates à cette primaire s'engagent à défendre ces idées et à les mettre en œuvre.

Les points de divergences dépassables seront débattus pendant la campagne. Les points de divergences indépassables seront tranchés par le vote désignant le candidat ou la candidate du bloc des justices.

Les revendications de la société civile dont est inspiré le socle commun

- [Le rapport final de la Convention Citoyenne pour le Climat](#)
- [Proposition pour un retour sur Terre](#)
- [Plus Jamais Ça : plan de sortie de crise](#)
- **Les propositions issues du vrai débat des Gilets Jaunes**
- [Les objectifs des justices de la RDJ](#)
- [Pacte pour la transition](#)
- [#LesJoursHeureux](#)
- [Pacte du Pouvoir de Vivre](#)

Pour une République Écologique

1- Une grande loi de transition alimentaire vers une agriculture paysanne et écologique

Accompagner les agriculteurs et agricultrices dans leur reconversion vers une agriculture paysanne notamment par : la socialisation de la dette des agriculteurs qui passent à une agriculture bio ; le plafonnement des marges de la grande distribution pour garantir des prix équitables aux producteurs ; la protection des agriculteurs et agricultrices de la mondialisation en refusant les traités de libre-échange ne respectant pas les accords de Paris ; et la garantie de la vente libre des semences paysannes.

2- Une vraie loi climat pour reconvertir notre économie et accompagner nos entreprises dans la transition

Reprendre les propositions de la Convention Citoyenne pour le Climat, dont notamment la mise en place d'un grand plan de rénovation thermique des bâtiments à travers une relance verte et socialement juste, porteuse de centaines de milliers d'emplois non délocalisables. Cet investissement permettra une baisse des factures énergétiques, une amélioration du confort et une nouvelle politique d'aménagement du territoire portée par les collectivités locales.

Pour une République Sociale

3- Permettre à chacun et chacune de couvrir ses besoins essentiels

Mettre en place un revenu de solidarité dès 18 ans ; garantir une forme de sécurité alimentaire ; assurer un volume minimum gratuit pour l'eau/gaz/électricité avec une progressivité des tarifs pour les ménages ; et abandonner la réforme de l'assurance-chômage.

4- Un emploi et un salaire juste pour toutes et tous

Garantir un emploi pour toutes et tous ; et favoriser une forme de diminution du temps de travail (différentes selon les candidats et candidates : semaine de quatre jours, 32h, davantage

de congés payés ou retraite à 60 ans). Pour un travail digne : rehausser le SMIC ; réduire les écarts de salaires ; relocaliser les activités et accélérer la transition écologique. Renforcer l'égalité salariale entre femmes et hommes et instaurer le congé parental égalitaire et obligatoire.

5- Investir massivement dans le social, prioritairement dans la santé et l'éducation

Augmenter les salaires des professionnels de santé : après avoir applaudi à nos fenêtres, le temps de la valorisation réelle. Lutter contre les déserts médicaux (personne ne doit être à plus de 15 min d'un médecin), et investir dans le système hospitalier et les métiers du soin essentiellement assumés par des femmes.

6- Redonner le pouvoir aux travailleurs et travailleuses

Instaurer la représentation à 50% des salariés dans les CA et les CHSCT pour la fonction publique, et le pouvoir de veto du Comité Social Économique (CSE). Garantir l'égalité des salariés en faisant primer la loi sur les accords de branche et les accords d'entreprises

7- Un big bang pour une fiscalité plus juste et écologique

Restaurer et moderniser l'ISF pour qu'il génère 10 à 20 Milliards d'euros par an (au lieu de 4 Milliards avant la réforme Macron).

- Une nouvelle taxation des revenus du capital à 40% alignée sur la proposition de J. Biden.
- Imposer les multinationales qui ont une activité en France ;
- Prélever un impôt sur le revenu (IR) plus progressif
- Renforcer les moyens de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale.

Pour une République Démocratique

8- Restaurer la confiance dans notre démocratie par des mesures d'urgence

Instaurer par une loi organique : la reconnaissance du vote blanc contraignant ; la proportionnelle aux législatives ; la limitation à deux mandats consécutifs pour toutes les charges publiques ; le changement en profondeur des modalités de financement des partis pour plus de transparence et d'indépendance ; et la création de bons pour l'égalité démocratique, que chaque citoyen pourra allouer chaque année au mouvement politique de son choix lors de sa déclaration de revenus.

9- Vers une VI^e République écologique et la fin de la monarchie présidentielle

Dès l'été 2022 : convoquer une convention citoyenne pour le nouveau démocratique – sur le modèle de la Convention Citoyenne Climat – destinée à déterminer comment : rééquilibrer les pouvoirs du président et du parlement ; permettre l'intervention populaire dont notamment la question du RIC délibératif ; changer les visages du parlement grâce à des critères de représentativité ; réduire la technocratie ; mieux prendre en compte le long terme ; poser la question du droit de vote à 16 ans ; et constitutionnaliser la séparation des pouvoirs judiciaire et exécutif.

10- La reconquête et l'élargissement de nos libertés

Faire discuter une grande loi cohésion nationale incluant l'indépendance du parquet, le remplacement de l'IGPN/IGGN par une autorité indépendante, la revalorisation du métier de policier, la formation – notamment des forces de l'ordre – à la prévention des violences racistes, sexistes et sexuelles, et l'élargissement des prérogatives du Défenseur des Droits pour lutter contre toutes les discriminations. Abrogation de la loi sécurité globale.